

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
Namen, 29 november 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binenlandse Zaken belast met Lokale Besturen,
Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN DER BIEST

De Minister van Begroting, Financiën en Vervoer voor het Waalse Gewest,

A. DALEM

De Minister van Tewerkstelling, belast met Landinrichting,
Natuurbehoud en Industriegebieden voor het Waalse Gewest,

E. HISMANS

De Minister van Openbare Werken en Uitrustingen voor het Waalse Gewest,

A. BAUDSON

De Minister van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw,
Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

F. 91 — 625

26 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant exécution du décret du 7 juillet 1988 sur les mines, en ce qui concerne la procédure et les conditions d'octroi, de prorogation, de cession et de fusion des permis de recherche

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 juillet 1988 sur les mines et notamment l'article 12;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 18 septembre 1989;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale et du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- Ministre : le Ministre qui a les mines dans ses attributions;
- Administration : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;
- Ingénieur des mines : le directeur du service extérieur, de la division de la prévention des pollutions et de la gestion du sous-sol, dans le ressort duquel s'étend la plus grande surface demandée.

TITRE II. — De l'octroi des permis de recherche

CHAPITRE I^{er}. — Présentation des demandes et enquêtes

Art. 2. Toute demande d'un permis de recherche est adressée à l'administration, par envoi recommandé à la poste avec avis de réception.

La demande est adressée en deux exemplaires par province concernée.

Une copie de la demande sans les annexes est adressée au Ministre.

Art. 3. La demande indique :

1^o les nom, prénom, qualité, nationalité, domicile du demandeur et, si elle est faite au nom d'une société, la raison sociale, la forme juridique et le siège social de celle-ci; au cas où la demande est présentée au nom d'une société en formation, elle doit indiquer tous les renseignements connus sur la personnalité du demandeur définitif et contenir l'engagement de compléter la demande une fois la société définitivement constituée, par les renseignements prévus au présent article; si elle est présentée par plusieurs sociétés agissant à titre conjoint et solidaire, les renseignements concernant le demandeur seront fournis par chacune d'elles;

2^o la nature des substances faisant l'objet de la demande;

3^o la durée du permis sollicité;

4^o ses limites, la ou (les) province(s) sur la (les)quelle(s) il porte, sa superficie par province;

5^o les titres miniers dont bénéficie le demandeur pour les substances visées en spécifiant ceux qui sont compris en tout ou en partie dans le périmètre sollicité;

6^o le programme général et l'échelonnement des travaux que le demandeur projette d'exécuter pendant la durée du permis;

7° l'investissement financier minimum que le demandeur s'engage à consacrer aux recherches;

A chaque demande sont annexées les pièces suivantes :

1° les documents de nature à justifier les capacités techniques et financières du demandeur pour entreprendre et conduire les travaux; ainsi que pour s'acquitter des charges résultant de l'octroi du permis de recherche;

2° les documents cartographiques suivants, signés par le demandeur et présentés dans des conditions assurant leur conservation :

— un exemplaire de la carte à l'échelle 1/100 000 situant le périmètre sollicité sur le territoire des provinces concernées;

— un exemplaire de la carte à l'échelle 1/25 000 sur lequel sont précisés les sommets et les limites du périmètre sollicité, les points géographiques ou géodésiques servant à les définir et éventuellement, les limites de concessions et permis de recherche de mine de toute nature compris en tout ou en partie à l'intérieur de ce périmètre;

3° un mémoire justifiant les limites de ce périmètre et fournissant des renseignements sur les travaux de recherche ou d'exploitation de mines déjà effectués à l'intérieur de ce périmètre et leurs résultats;

4° si la demande est faite au nom d'une société, un exemplaire des statuts, la justification des pouvoirs de la personne qui a signé la demande et une expédition de l'acte de constitution de la société.

Art. 4. L'administration transcrit la demande à sa date au registre spécial des titres miniers et délivre un extrait certifié de cette transcription au requérant. Ce registre pourra être consulté par tous ceux qui le désirent.

L'ingénieur des mines vérifie si la demande est conforme à l'article 3.

Si tel n'est pas le cas, il réclame les renseignements manquants au requérant qui doit les fournir dans un délai de quinze jours, en nombre d'exemplaires requis par l'article 2.

Au plus tard un mois après la réception du dossier, l'ingénieur des mines établit un rapport sur la conformité de la demande aux dispositions de l'article 3.

En cas d'absence de rapport dans le délai imposé, la demande est considérée comme conforme.

La date de dépôt du rapport et ses conclusions ou la date de fin de délai en cas d'absence de rapport sont consignées dans le registre spécial mentionné ci-dessus.

Si le rapport de l'ingénieur des mines conclut à non-conformité de la demande, l'administration en avertit le requérant par lettre recommandée à la poste avec avis de réception et en adresse la copie au Ministre.

Art. 5. Si la demande est conforme à l'article 3, l'administration certifie chaque plan, et dans les huit jours, envoie un exemplaire de la demande et du dossier au gouverneur ou, le cas échéant, à chacun des gouverneurs de provinces concernées.

La demande est soumise à une enquête publique d'une durée d'un mois.

La date d'ouverture de l'enquête est fixée par l'administration.

Un avis au public faisant connaître la demande, la date de l'ouverture et la durée de l'enquête est publiée, au moins dix jours à l'avance, dans deux journaux de chaque province concernée, par les soins du gouverneur.

En outre, celui-ci fait afficher cet avis, pendant toute la durée de l'enquête, au gouvernement provincial et aux endroits ordinaires des communes concernées.

Il est justifié de l'affichage par un certificat du gouverneur, et des publications dans les journaux par la production d'un exemplaire de ceux-ci.

Les frais d'affichage et de publication sont à charge du demandeur.

Pendant la durée de l'enquête, la demande et ses annexes sont déposées au gouvernement provincial où le public peut en prendre connaissance.

Art. 6. Les observations et les oppositions verbales ou écrites, sont consignées dans le registre d'enquête tenu au gouvernement provincial.

A la clôture de l'enquête, le demandeur dispose d'un délai de quinze jours pour prendre connaissance du dossier et répondre aux observations.

Passé ce délai, le gouverneur communique dans les huit jours le dossier à l'ingénieur des mines.

Celui-ci rédige un rapport de synthèse sur l'ensemble des dossiers reçus.

Si l'opposition constitue une demande en concurrence, cette demande est adressée à l'administration au plus tard dans les deux mois suivant l'ouverture de l'enquête, dans les formes prescrites par les articles 2 et 3 et soumise à l'instruction et à l'enquête prévues par les articles 4 et 5.

Dans ce cas, le rapport de l'ingénieur des mines, porte sur la valeur et le fondement tant de la demande primitive que des demandes concurrentes.

Dans les trois mois de la fin de l'enquête publique, l'administration envoie le dossier complet avec son avis au Ministre.

Le délai est augmenté de quatre mois en cas de demande en concurrence.

CHAPITRE II. — *Formes dans lesquelles sont octroyés les permis de recherche*

Art. 7. Dans le mois de sa réception, le Ministre transmet le dossier complet avec son rapport, pour avis, au Conseil d'Etat.

Art. 8. L'Exécutif statue sur les demandes de permis de recherche dans un délai de huit mois à dater de la clôture de l'enquête. Ce délai est majoré de quatre mois s'il y a des demandes en concurrence. Il peut être prorogé, une ou plusieurs fois, d'un délai supplémentaire de quatre mois par décision motivée de l'Exécutif.

Lorsqu'une demande de permis de recherche a fait l'objet de demandes en concurrence, la décision par laquelle le permis de recherche est octroyé à l'un des demandeurs prononce, en même temps, le rejet des autres demandes sur la surface comprise à l'intérieur du périmètre dudit titre.

L'arrêté de l'Exécutif sur la demande de permis de recherche est motivé.

Art. 9. Le permis de recherche impose au bénéficiaire :

- des obligations relatives au programme général des recherches et à leur répartition dans le temps;
- les dépenses minimales à engager et leur indexation éventuelle.

Le permis de recherche stipule que le bénéficiaire présente à l'ingénieur des mines :

- dans le mois qui suivra l'octroi du permis, le programme de travail pour le reste de l'année en cours;
- avant le 31 décembre de chaque année, le programme de travail de l'année suivante;
- dans le premier trimestre, le compte rendu des travaux effectués au cours de l'année écoulée.

Le permis de recherche donne obligation au bénéficiaire dont le permis vient à expiration ou est retiré pour quelque cause que ce soit, de communiquer, dans les six mois, à l'ingénieur des mines, les résultats des recherches effectuées pendant la durée du permis.

Art. 10. L'arrêté de l'Exécutif octroyant le permis de recherche est publié au *Moniteur belge*. Dès cette parution, une copie conforme de l'arrêté de l'Exécutif et des plans est adressée aux demandeurs, par les soins de l'ingénieur des mines.

TITRE III. — De la prorogation des permis de recherche

Art. 11. La demande de prorogation d'un permis de recherche, en vertu de l'article 6 du décret, est adressée à l'administration, six mois au moins avant son expiration, selon les modalités prévues à l'article 2. Elle indique la durée de prorogation sollicitée.

Chaque exemplaire est accompagné :

1° d'un mémoire détaillé qui indique les travaux déjà exécutés, leurs résultats et les dépenses déjà faites en vertu des engagements antérieurement pris, qui précise dans quelle mesure les objectifs indiqués dans la demande initiale ont été atteints et qui, le cas échéant, justifie le choix du ou des périmètres que le titulaire demande à conserver;

2° lorsque la demande porte seulement sur une partie de la superficie du permis, d'un exemplaire des cartes ou plans prescrits à l'article 3, 2° alinéa, 2°, ci-dessus où sont tracées les limites du ou des périmètres visés au 1° du présent article;

3° d'un programme général des travaux que le demandeur projette d'exécuter pendant la prolongation sollicitée, indiquant leur échelonnement et l'effort financier minimum indexé qu'il s'engage à consacrer à leur exécution;

4° de tous les documents de nature à justifier les capacités techniques et financières du demandeur pour poursuivre les travaux prévus pendant la prolongation sollicitée.

Art. 12. L'administration transcrit la demande à sa date au registre prévu à l'article 4.

L'ingénieur des mines vérifie si le demandeur satisfait à toutes ses obligations réglementaires et contractuelles. Si ce n'est pas le cas, l'ingénieur des mines informe le demandeur des objections que suscite sa demande et lui accorde un délai de quinze jours pour répondre.

Au plus tard deux mois après réception de la demande, l'administration envoie le dossier avec l'avis de l'ingénieur des mines au Ministre.

Art. 13. Dans les deux mois, le Ministre transmet le dossier complet avec son rapport, pour avis au Conseil d'Etat. Toutefois, au préalable, si le Ministre se propose de refuser la prorogation du permis de recherche ou de réduire la superficie du permis de recherche par la fixation d'un périmètre différent de ceux indiqués dans la demande de prorogation par le titulaire, il avertit celui-ci et lui impartit un délai de quinze jours pour présenter ses observations.

Art. 14. L'Exécutif statue par arrêté motivé sur la demande de prorogation dans un délai de huit mois à dater de la réception de la demande par l'administration. L'arrêté de l'Exécutif est publié et notifié conformément à l'article 10.

Si à la date d'expiration de la période de validité en cours, il n'a pas été statué sur la demande de prorogation, le titulaire du permis reste autorisé jusqu'à l'intervention d'une décision, à poursuivre ses travaux dans les limites du ou des périmètre(s) sur lesquels porte la demande de prorogation.

TITRE IV. — De l'extension des permis de recherche

Art. 15. Les permis de recherche peuvent être étendus à de nouvelles limites et à de nouvelles substances.

Les demandes d'extension de permis de recherche sont établies, présentées et instruites, la décision est prise, notifiée et publiée comme il est prescrit pour les demandes de permis de recherche.

TITRE V. — De la cession des permis de recherche

Art. 16. La demande d'autorisation de cession totale ou partielle d'un permis de recherche est adressée à l'administration conjointement par le cédant et le cessionnaire, dans les formes prévues à l'article 2, au moins un an avant la date d'expiration de la période en cours du permis faisant l'objet de la demande. Celle-ci doit être présentée dans les six mois qui suivent la signature de l'acte de cession.

La demande est établie dans les conditions prévues à l'article 3, § 1er, 1°, 4° et 5° et accompagnée des documents visés à l'article 3, § 2, 1° et 4° ainsi que d'une copie conforme de la convention « ne varietur » entre les parties, laquelle doit avoir été passée sous la condition suspensive de l'autorisation administrative.

A la demande, le cessionnaire joint le programme général et l'échelonnement des travaux qu'il projette d'exécuter pendant la période de validité restante du permis, l'effort financier minimum qu'il s'engage à consacrer et qui pourra être indexé.

En cas de cession partielle, la demande doit préciser les sommets et les limites du périmètre faisant l'objet de la cession et doit être accompagnée des plans visés à l'article 3, § 2, 2°, sur lesquels seront reportées les mêmes indications. En outre, le cédant doit faire connaître à l'Exécutif, le programme des travaux qu'il projette d'exécuter dans la partie qu'il conserve jusqu'à l'expiration de la période de validité en cours du permis intéressé et l'effort financier minimum qu'il s'engage à consacrer à l'exécution de ces travaux.

Art. 17. L'administration transcrit la demande à sa date au registre prévu à l'article 4.

Dans les deux mois de la réception de la demande, l'administration envoie le dossier avec le rapport de l'ingénieur des mines au Ministre.

Dans le mois, le Ministre transmet le dossier complet avec son rapport, pour avis, au Conseil d'Etat.

Art. 18. L'Exécutif statue par arrêté dans un délai de huit mois à dater de la réception de la demande par l'administration.

Ce délai peut être prorogé, une ou plusieurs fois, d'un délai supplémentaire de quatre mois par une décision motivée de l'Exécutif.

La décision est notifiée et publiée conformément à l'article 10.

TITRE VI. -- De la fusion des permis de recherche

Art. 19. La demande d'autorisation de fusion de permis de recherche est adressée à l'administration par le titulaire des permis à fusionner, dans les formes prévues à l'article 2, au moins un an avant la date d'expiration de la période en cours des permis faisant l'objet de la demande.

La demande est établie dans les conditions prévues à l'article 3, alinéa 1, 1^o, 4^o et 5^o et accompagnée des documents visés à l'article 3, alinéa 2, 1^o et 4^o.

Art. 20. L'administration transcrit la demande à sa date au registre prévu à l'article 4.

Dans les deux mois de la réception de la demande, l'administration envoie le dossier avec le rapport de l'ingénieur des mines au Ministre.

L'Exécutif statue par arrêté motivé dans un délai de cinq mois à dater de la réception de la demande par l'administration.

La décision est notifiée et publiée conformément à l'article 10.

TITRE VII. -- Disposition finale

Art. 21. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 juillet 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 91 -- 625

26. JULI 1990. -- Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Durchführung des Dekretes vom 7. Juli 1988 über die Gruben, in Bezug auf das für die Erteilung, die Verlängerung, die Abtretung, die Fusion anzuwendende Verfahren der Erlaubnis zum aufsuchen

Aufgrund des Dekretes vom 7. Juli 1988 über die Gruben und insbesondere des Artikels 12;

Aufgrund des am 18. September 1989 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden, beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst und des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens,

Erlässt die Wallonische Regionalexekutive :

TITEL I. -- Begriffsbestimmungen

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

- Minister : den für Gruben zuständigen Minister;
- Verwaltung : die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;
- Bergingenieur : den Direktor des betreffenden Aussendienstes der Abteilung Verhütung der Umweltschäden und Nutzung des Untergrunds, in dessen Amtsbezirk die grösste beantragte Fläche liegt.

TITEL II. -- Erteilung der Erlaubnisse zum aufsuchen

KAPITEL I. -- Einreichung der Anträge und Untersuchungen

Art. 2. Erlaubnis anträge müssen per Einschreiben mit Empfangsbestätigung an die Verwaltung gerichtet werden.

Der Antrag ist in doppelter Ausfertigung pro betreffende Provinz einzureichen.

Eine Kopie des Antrags ohne Anlagen wird an den Minister gerichtet.

Art. 3. 1. Der Antrag enthält :

1. Name, Vornamen, Eigenschaft, Staatsangehörigkeit, Wohnort des Antragstellers und, falls er im Namen einer Gesellschaft erfolgt, ihre Firma, Rechtsform und ihr Sitz; falls der Antrag im Namen einer Vorgesellschaft eingereicht wird, müssen darin alle über die Persönlichkeit des endgültigen Antragstellers bekannten Auskünfte angeführt werden und die Verpflichtung enthalten sein, den Antrag mit den in vorliegendem Artikel

vorgesehenen Auskünften zu ergänzen, wenn die Gesellschaft endgültig gegründet worden ist; wenn er durch mehrere Gesellschaften eingereicht wird, die gemeinsam und solidarisch handeln, so müssen die Auskünfte über den Antragsteller für jede unter ihnen erteilt werden;

2. die Art der Substanzen, die Gegenstand des Antrags sind;
3. die für die Erlaubnis beantragte Dauer;
4. ihre genauen Markscheiden, die Provinz(en) und Gemeinden, auf denen sie liegt, ihre Fläche pro Provinz;
5. die Bergbauberechtigungen, über die der Antragsteller für die erwähnten Substanzen verfügt, unter Angabe derjenigen, die gesamt oder teilweise innerhalb des beantragten Feldes liegen;
6. das allgemeine Programm und die Staffelung der Arbeiten, die der Antragsteller während der Erlaubnisdauer auszuführen gedenkt;
7. die finanzielle Mindestinvestierung, die der Antragsteller für das Aufsuchen aufwenden will.

Jedem Antrag sind folgende Unterlagen beizufügen :

1. die Dokumente zur Rechtfertigung der technischen und finanziellen Kapazitäten des Antragstellers zur Unternehmung und Leitung der Arbeiten, sowie zur Entledigung der aus der Erteilung der Erlaubnis zum Aufsuchen hervorgehenden Lasten;
2. die folgenden, durch den Antragsteller unterzeichneten Kartenunterlagen, die derart beschaffen sind, dass ihre Erhaltung gewährleistet ist :
 - ein Exemplar der Karte i.M. 1 : 100 000 mit der Lage des beantragten Feldes auf dem Gebiet der betreffenden Provinzen;
 - ein Exemplar der Karte i.M. 1 : 25 000 auf dem die Scheitelpunkte und die Markscheiden des beantragten Feldes, die geographischen oder geodätischen Punkte zu deren Bestimmung und eventuell die Grenzen der Konzessionen und Erlaubnisse zum Aufsuchen jeglicher Art, die ganz oder teilweise innerhalb dieses Feldes liegen, angegeben sind;
3. ein Gesuch, das die Markscheiden dieses Feldes rechtfertigt und Auskunft über die bereits innerhalb dieses Feldes durchgeführten Aufsuchungs- oder Gewinnungsarbeiten und ihre Erträge gibt;
4. wenn der Antrag im Namen einer Gesellschaft gestellt wird, ein Exemplar der Satzungen, die Nachweisung der Vollmacht der Person, die den Antrag unterzeichnet hat und eine Ausfertigung der Gründungs-urkunde der Gesellschaft.

Art. 4. Die Verwaltung trägt den Antrag an seinem Datum in das Spezialregister der Bergbauberechtigungen ein und händigt den Antragsteller einen beglaubigten Auszug dieser Eintragung aus. Dieses Register kann auf Wunsch von allen eingesehen werden.

Der Bergingenieur überprüft, ob der Antrag Artikel 3 entspricht.

Ist dies nicht der Fall, so verlangt er die fehlenden Auskünfte vom Antragsteller, der sie innerhalb von fünfzehn Tagen in der durch Artikel 2 geforderten Anzahl Exemplare erteilt.

Spätestens einen Monat nach Erhalt der Akte stellt der Bergingenieur einen Bericht über die Übereinstimmung des Antrags mit den Bestimmungen von Artikel 3 auf. Mangels Bericht innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird der Antrag als übereinstimmend betrachtet.

Das Datum der Hinterlegung des Berichtes und seiner Schlussfolgerungen oder das Fristablaufdatum bei Fehlen eines Berichtes werden in dem obenerwähnten Spezialregister eingetragen.

Wenn der Bericht des Bergingenieurs auf Nichtübereinstimmung des Antrags schliesst, so setzt die Verwaltung den Antragsteller hierüber per Einschreiben mit Empfangsbestätigung in Kenntnis und stellt dem Minister hiervon eine Kopie zu.

Art. 5. Wenn der Antrag Artikel 3 entspricht, beglaubigt die Verwaltung jeden Plan und stellt dem Gouverneur oder gegebenenfalls den jeweiligen Gouverneuren der betreffenden Provinzen innerhalb acht Tagen ein Exemplar des Antrags und der Akte zu.

Der Antrag wird während eines Monats einer öffentlichen Untersuchung unterzogen.

Das Datum der Eröffnung der Untersuchung wird von der Verwaltung festgelegt.

Eine öffentliche Bekanntmachung des Antrags, des Datums der Eröffnung und der Dauer der Untersuchung wird mindestens zehn Tage im voraus in zwei Zeitungen der jeweiligen Provinzen durch den Gouverneur veröffentlicht.

Ausserdem lässt dieser diese Bekanntmachung während der gesamten Dauer der Untersuchung in der Provinzialregierung und an den üblichen Stellen der betreffenden Gemeinden anschlagen.

Diese Anschläge werden durch eine Bescheinigung des Gouverneurs und die Veröffentlichungen in der Zeitungen durch Vorlage eines Exemplars hiervon nachgewiesen.

Die Anschlag- und Veröffentlichungskosten gehen zu Lasten des Antragstellers.

Während der Dauer der Untersuchung werden der Antrag und seine Anlagen in der Provinzialregierung hinterlegt, wo die Öffentlichkeit darin Einsicht nehmen kann.

Art. 6. Mündliche oder schriftliche Bemerkungen und Einsprüche werden in das in der Provinzialregierung geführte Untersuchungsregister eingetragen.

Bei Abschluss der Untersuchung verfügt der Antragsteller über eine Frist von fünfzehn Tagen zur Einsichtnahme in die Akte und zur Beantwortung der Bemerkungen.

Nach dieser Frist stellt der Gouverneur dem Bergingenieur die Akte innerhalb acht Tagen zu.

Dieser verfasst einen zusammenfassenden Bericht über die gesamten erhaltenen Akten.

Stellt der Einspruch einen Mitbewerbsantrag dar, so wird dieser Antrag spätestens zwei Monate nach Eröffnung der Untersuchung in den durch Artikel 2 und 3 vorgeschriebenen Formen an die Verwaltung gerichtet und der durch Artikel 4 und 5 vorgesehenen Bearbeitung und Untersuchung unterzogen.

In diesem Fall bezieht sich der Bericht des Bergingenieurs auf den Wert und die Begründung sowohl des ursprünglichen als auch des Mitbewerbsantrags.

Innerhalb drei Monaten nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung stellt die Verwaltung die vollständige Akte samt ihrem Gutachten dem Minister zu.

Diese Frist wird bei Mitbewerbsanträgen um vier Monate verlängert.

KAPITEL II. Formen der Erlaubniserteilung

Art. 7. Innerhalb eines Monats nach Erhalt der Akte leitet der Minister die gesamte Akte seinem Bericht zur Begutachtung an den Staatsrat weiter.

Art. 8. Die Exekutive entscheidet über die Erlaubnis-anträge innerhalb einer Frist von acht Monaten ab dem Abschluss-tag der Untersuchung. Diese Frist wird um vier Monate verlängert, wenn Mitbewerbsanträge eingereicht werden. Sie kann ein oder mehrere Mal durch begründeten Beschluss der Exekutive um eine zusätzliche Frist von vier Monaten verlängert werden.

Ist bezüglich eines Erlaubnis-antrags ein Mitbewerbsantrag gestellt worden, so verfügt der Beschluss, durch den die Erlaubnis einem der Antragsteller erteilt wird, gleichzeitig die Ablehnung der anderen Anträge für die innerhalb der Feldes besagter Berechtigung gelegene Fläche.

Der Erlass der Exekutive über den Konzessionsantrag ist zu begründen.

Art. 9. Die Erlaubnis zum Aufsuchen erlegt dem Inhaber auf :

- Verpflichtungen über das allgemeine Aufsuchungsprogramm und ihrer zeitlichen Aufgliederung;
- einzugehende Mindestausgaben und ihre eventuelle Indexierung.

Die Erlaubnis zum Aufsuchen bestimmt, dass der Inhaber dem Bergingenieur folgendes vorlegt :

- innerhalb eines Monats nach Erteilung der Erlaubnis, das Arbeitsprogramm für den Rest des laufenden Jahres;
- vor dem 31. Dezember jedes Jahres, das Arbeitsprogramm des folgenden Jahres;
- im letzten Vierteljahr, den Bericht über die im Laufe des vergangenen Jahres ausgeführten Arbeiten.

Die Erlaubnis zum Aufsuchen legt dem Inhaber, dessen Erlaubnis abläuft oder aus irgendeinem Grund eingezogen wird, die Pflicht auf, dem Bergingenieur innerhalb sechs Monaten die Ergebnisse der während der Erlaubnisdauer ausgeführten Aufsuchungen mitzuteilen.

Art. 10. Der Erlass der Exekutive zur Erteilung einer Erlaubnis zum Aufsuchen wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. Sofort nach dieser Veröffentlichung stellt der Bergingenieur den Antragstellern eine beglaubigte Abschrift des Erlasses der Exekutive und der Pläne zu.

TITEL III. — Verlängerung der Erlaubnis zum Aufsuchen

Art. 11. Der Antrag zur Verlängerung einer Erlaubnis zum Aufsuchen aufgrund von Artikel 6 des Dekretes ist mindestens sechs Monate vor ihrem Ablauf gemäss den in Artikel 2 vorgesehenen Modalitäten bei der Verwaltung einzureichen. Er gibt die beantragte Verlängerungsdauer an.

Jedem Exemplar wird beigelegt :

1. ein ausführliches Gesuch, in dem die bereits ausgeführten Arbeiten, ihre Ergebnisse und die bisher aufgrund von vorher eingegangenen Verpflichtungen getätigten Ausgaben angegeben werden, in dem erläutert wird, inwiefern die im ursprünglichen Antrag angegebenen Ziele erreicht worden sind und in dem gegebenenfalls die Wahl des oder der Felder, die der Inhaber beizubehalten wünscht, gerechtfertigt wird.

2. Wenn der Antrag sich nur auf einen Teil der Erlaubnisfläche bezieht, ein Exemplar der in o.e. Artikel 3 Absatz 2 Punkt 2 vorgeschriebenen Karten und Pläne, worauf die Markscheiden des oder der in Punkt 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Felder eingezeichnet sind;

3. ein allgemeines Programm der Arbeiten, die der Antragsteller während der beantragten Verlängerung auszufüllen gedenkt, unter Angabe ihrer Stafflung und des indexierten finanziellen Aufwands, den er zu ihrer Ausführung eingehen will;

4. alle Unterlagen zur Rechtfertigung der technischen und finanziellen Kapazitäten des Antragstellers, um die während der beantragten Verlängerung vorgesehenen Arbeiten weiterzuführen.

Art. 12. Die Verwaltung trägt den Antrag an seinem Datum in das in Artikel 3 vorgesehene Register ein.

Der Bergingenieur überprüft, ob der Antragsteller alle seinen vorschriftsmässigen und vertraglichen Verpflichtungen nachgekommen ist. Ist dies nicht der Fall, so informiert der Bergingenieur den Antragsteller über die aus seinem Antrag hervorgehenden Bemerkungen und räumt ihm eine Frist von fünfzehn Tagen zu deren Beantwortung ein.

Spätestens zwei Monate nach Empfang des Antrags, leitet die Verwaltung die Akte samt dem Gutachten des Bergingenieurs an den Minister weiter.

Art. 13. Innerhalb zwei Monaten leitet der Minister die vollständige Akte samt seinem Bericht zur Begutachtung an den Staatsrat weiter. Wenn der Minister jedoch vorher die Verlängerung der Erlaubnis zum Aufsuchen ablehnen will oder die Fläche der Erlaubnis zum Aufsuchen durch Festlegung eines Feldes, das sich von denjenigen unterscheidet, die im Verlängerungsantrag durch den Inhaber angegeben worden sind, reduzieren will, so benachrichtigt er diesen und räumt ihm eine Frist von fünfzehn Tagen zur Vorlage seiner Bemerkungen ein.

Art. 14. Die Exekutive entscheidet durch begründeten Erlass innerhalb einer Frist von acht Monaten nach Eingang des Antrags bei der Verwaltung. Der Erlass der Exekutive wird gemäss Artikel 10 veröffentlicht und zugestellt.

Hat sie nach Ablauf der laufenden Gültigkeitsfrist keinen Beschluss über den Verlängerungsantrag gefasst, so ist es dem Inhaber gestattet, seine Arbeiten innerhalb der Markscheiden des oder der Felder, für das bzw. die die Verlängerung beantragt wird, bis zur Beschlussfassung weiterzuführen.

TITEL IV. — *Erweiterung der Erlaubnis zum Aufsuchen*

Art. 15. Erlaubnisse zum Aufsuchen können auf neue Markscheiden und auf neue Substanzen ausgedehnt werden.

Die Anträge zur Erweiterung der Erlaubnis zum Aufsuchen werden aufgestellt, vorgelegt und bearbeitet, und die Entscheidung wird getroffen, zugestellt und veröffentlicht, gemäss den Vorschriften für die Anträge auf Erlaubnis zum Aufsuchen.

TITEL V. — *Abtretung der Erlaubnis zum Aufsuchen*

Art. 16. Genehmigungsanträge für die gesamte oder teilweise Abtretung einer Erlaubnis zum Aufsuchen werden der Verwaltung gleichzeitig durch den Abtreter und den Übernehmer in den in Artikel 2 vorgesehenen Formen mindestens ein Jahr vor Ablauf der laufenden Gültigkeitsdauer der Erlaubnis, die Gegenstand des Antrags ist, zugestellt. Sie müssen innerhalb sechs Monaten nach Unterzeichnung der Abtretungsurkunde vorgelegt werden.

Der Antrag wird unter den in Artikel 3, § 1, Punkt 1, 4 und 5 vorgesehenen Bedingungen aufgestellt und es werden ihm die in Artikel 3, § 2, Punkt 1 und 4 erwähnten Unterlagen sowie eine beglaubigte Abschrift des endgültigen Vertrags zwischen den Parteien, dessen Abschluss vorbehaltlich der aufschiebenden Wirkung einer verwaltungsmässigen Genehmigung erfolgt ist, beigelegt.

Auf Ersuchen fügt der Übernehmer das allgemeine Programm und die Staffelung der Arbeiten bei, die er während der noch übrigbleibenden Gültigkeitsdauer der Erlaubnis ausführen will, den finanziellen Mindestaufwand hierfür, der indiziert werden kann.

Bei teilweiser Abtretung muss der Antrag die Scheitelpunkte und Markscheiden des hierfür bestimmten Feldes enthalten, samt den in Artikel 3, § 2, Punkt 2 erwähnten Plänen, auf denen die gleichen Angaben übertragen werden.

Darüberhinaus muss der Abtreter der Exekutive das Programm der Arbeiten mitteilen, die er in dem von ihm behaltenden Teil bis zum Ablauf der laufenden Gültigkeitsdauer der betreffenden Erlaubnis ausführen will und den finanziellen Aufwand hierfür.

Art. 17. Die Verwaltung trägt den Antrag an seinem Datum in das in Artikel 4 vorgesehene Register ein.

Innerhalb zwei Monaten nach Erhalt des Antrags, leitet die Verwaltung die Akte samt dem Bericht des Bergingenieurs an den Minister weiter.

Innerhalb eines Monats leitet der Minister die vollständige Akte samt seinem Bericht zur Begutachtung an den Staatsrat weiter.

Art. 18. Die Exekutive entscheidet durch begründeten Erlass innerhalb einer Frist von acht Monaten nach Eingang des Antrags bei der Verwaltung.

Diese Frist kann ein oder mehrere Male um eine zusätzliche Frist von vier Monaten durch begründeten Beschluss der Exekutive verlängert werden.

Der Erlass wird gemäss Artikel 10 veröffentlicht und zugestellt.

TITEL V. — *Fusion von Erlaubnissen zum Aufsuchen*

Art. 19. Der Genehmigungsantrag für Erlaubnisfusionen ist durch den Inhaber der zu fusionierenden Erlaubnisse in den durch Artikel 2 vorgesehenen Formen mindestens ein Jahr vor dem Ablaufdatum der laufenden Gültigkeitsdauer der betreffenden Erlaubnisse an die Verwaltung zu richten.

Der Antrag wird unter den in Artikel 3, § 1, Punkt 1, 4 und 5 vorgesehenen Bedingungen aufgestellt und es werden ihm die in Artikel 3, § 2, Punkt 1 und 4 erwähnten Unterlagen beigelegt.

Art. 20. Die Verwaltung trägt den Antrag an seinem Datum in das in Artikel 4 vorgesehene Register ein.

Innerhalb zwei Monaten nach Erhalt des Antrags, leitet die Verwaltung die Akte samt dem Bericht des Bergingenieurs an den Minister weiter.

Die Exekutive entscheidet durch begründeten Erlass innerhalb einer Frist von fünf Monaten nach Eingang des Antrags bei der Verwaltung.

Der Erlass wird gemäss Artikel 10 veröffentlicht und zugestellt.

TITEL VII. — *Schlussbestimmungen*

Art. 21. Der Minister ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namür, den 26. Juli 1990.

Minister-Vorsitzender der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

N. 91 — 025

26 JULI 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende uitvoering van het decreet van 7 juli 1988 en de mijnen wat de procedure en de voorwaarden betreft die inzake toekenning, verlenging, afstand en fusie van opsporingsvergunningen dienen te worden toegepast

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 18 september 1989;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt en van de Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

Besluit :

TITEL I. — *Définities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de mijnen behoren;
- Bestuur : de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- Mijnningenieur : de directeur van de buitendienst van de afdeling Voorkoming van de Verontreinigingen en van het Beheer van de Ondergrond in wiens ambtsgebied de grootste aangevraagde oppervlakte is gelegen.

TITEL II. — *Toekenning van opsporingsvergunningen*HOOFDSTUK I. — *Indiening van de aanvragen en onderzoeken*

Art. 2. Elke aanvraag om opsporingsvergunning dient bij het bestuur te worden ingediend bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

De aanvraag wordt ingediend in twee exemplaren pro betrokken provincie.

Een afschrift van de aanvraag zonder bijlagen wordt aan de Minister gestuurd.

Art. 3. § 1. De aanvraag vermeldt :

1° de naam, voornaam, hoedanigheid, nationaliteit, woonplaats van de aanvrager en, wanneer zij namens een vennootschap wordt ingediend, de benaming, de rechtsvorm en de maatschappelijke zetel van die vennootschap; ingeval de aanvraag namens een vennootschap in oprichting wordt ingediend, moeten daarin alle inlichtingen die bekend zijn over de persoonlijkheid van de vaste aanvrager, worden vermeld en de verbitenis vervat zijn dat die aanvraag met de in dit artikel voorziene inlichtingen vervolledigd moet worden zodra de vennootschap definitief opgericht zal zijn; wanneer die aanvraag door verschillende vennootschappen wordt ingediend die gemeenschappelijk en solidair handelen, moeten de inlichtingen over de aanvrager door ieder van die vennootschappen worden medegedeeld;

2° de aard van de stoffen waarop de aanvraag betrekking heeft;

3° de voor de vergunning aangevraagde duur;

4° haar grenzen, de provincie(s) waarop die aanvraag betrekking heeft, haar oppervlakte per provincie;

5° de mijnbouwvergunningen die de aanvrager voor de bedoelde stoffen geniet met vermelding van degene die geheel of gedeeltelijk binnen de aangevraagde omtrek liggen;

6° het algemeen programma en het spreiden in de tijd van de werken die de aanvrager gedurende de geldigheidsduur van de vergunning van plan is uit te voeren;

7° de minimum financiële investering die de aanvrager zich aan de opsporing verplicht te besteden.

De volgende stukken worden bij elke aanvraag gevoegd :

1° de documenten waarbij het technische en financiële vermogen van de aanvrager om de werken aan te nemen en te leiden, alsmede om lasten ten gevolge van de toekenning van de opsporingsvergunning af te lossen, rechtvaardigd is;

2° de volgende door de aanvrager ondertekende cartografische documenten die zodanig worden voorgelegd dat hun behoud gewaarborgd is :

— een exemplaar van de kaart op een schaal van 1/100 000 dat de aangevraagde omtrek op het grondgebied van de betrokken provincies situeert;

— een exemplaar van de kaart op een schaal van 1/25 000 waarop de hoogpunten en grenzen van de aangevraagde omtrek, de geografische of geodetische punten tot bepaling ervan en, eventueel, de grenzen van de concessies en mijnopsporingsvergunningen, ongeacht de aard ervan die geheel of gedeeltelijk binnen deze omtrek zijn gelegen, worden aangegeven;

3° een geschrift dat de grenzen van die omtrek verantwoordt en dat inlichtingen verstrekt over de binnen die omtrek reeds uitgevoerde opsporings- of ontginningswerken en over hun resultaten;

4° wanneer de aanvraag namens een vennootschap wordt ingediend, een exemplaar van de statuten, de rechtvaardiging van de bevoegdheden van de persoon die de aanvraag heeft ondertekend en een afschrift van de akte van oprichting van de vennootschap;

Art. 4. Het bestuur schrijft de aanvraag onder haar datum in het bijzondere register van de mijnbouwvergunningen over en geeft de aanvrager een voor echt verklaard uittreksel daarvan af. Dit register mag worden ingezien door al wie die het wenst.

De mijnningenieur onderzoekt of de aanvraag met de bepalingen van artikel 3 overeenstemt.

Zoniet vraagt hij de ontbrekende inlichtingen aan de aanvrager die ze binnen een termijn van vijftien dagen in het in artikel 2 vereist aantal exemplaren moet verschaffen.

Uiterlijk één maand na ontvangst van het dossier brengt de mijnningénieur verslag uit over de overeenstemming van de aanvraag met de bepalingen van artikel 3. Bij gebrek aan een verslag binnen de opgelegde termijn wordt de aanvraag als conform beschouwd.

De indieningsdatum van het verslag en van zijn conclusies of, bij gebrek aan een verslag, de vervaldag van de termijn worden in het voormelde bijzondere register ingeschreven.

Wanneer uit het verslag van de mijnningénieur blijkt dat de aanvraag niet met de bepalingen van artikel 3 overeenstemt, brengt het bestuur de aanvrager daarvan bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs op de hoogte en stuurt hij een afschrift ervan aan de Minister.

Art. 5. Wanneer de aanvraag met artikel 3 overeenstemt, bevestigt het bestuur elk plan en stuurt het binnen acht dagen een exemplaar van de aanvraag en van het dossier aan de gouverneur of, in voorkomend geval, aan ieder van de gouverneurs van de betrokken provincies.

De aanvraag wordt onderworpen aan een openbaar onderzoek voor een termijn van één maand.

Het bestuur bepaalt de openingsdatum van dit onderzoek.

Een openbaar bericht over de aanvraag, de openingsdatum en de duur van het onderzoek wordt ten minste tien dagen van tevoren door de gouverneur bekendgemaakt in twee kranten van ieder van de betrokken provincies.

Bovendien laat de gouverneur dit advies tijdens de hele duur van het onderzoek op het provinciaal gouvernement en op de gewone aanplakkingsplaatsen in de betrokken gemeenten aanplakken.

De aanplakking wordt bewezen door een attest van de gouverneur en de bekendmakingen in de kranten op overlegging van één exemplaar van die kranten.

De aanplakkings- en bekendmakingskosten komen ten laste van de aanvrager.

Tijdens de duur van het onderzoek worden de aanvraag en haar bijlagen op het provinciaal gouvernement ter inzage van het publiek afgegeven.

Art. 6. De mondelinge of schriftelijke opmerkingen en tegenstellingen worden ingeschreven in het onderzoeksregister dat zich op het provinciaal gouvernement bevindt.

Bij de sluiting van het onderzoek beschikt de aanvrager over een termijn van vijftien dagen om van het dossier kennis te nemen en op de opmerkingen te antwoorden.

Na verloop van deze termijn stuurt de gouverneur het dossier binnen acht dagen aan de mijnningénieur.

De mijnningénieur maakt een syntheseverslag van alle ontvangen dossiers op.

De aanvragen in mededinging van de oppositie worden uiterlijk binnen twee maanden na de opening van het onderzoek en volgens de in de artikelen 2 en 3 voorgeschreven vormen, bij het bestuur ingediend en aan het vooronderzoek en onderzoek voorzien in de in de artikelen 4 en 5 onderworpen.

In dit geval heeft het verslag van de mijnningénieur betrekking op de waarde en de grondslag van zowel de oorspronkelijke aanvraag als de concurrerende aanvragen.

Binnen drie maanden na het einde van het openbaar onderzoek stuurt het bestuur het volledige dossier met zijn advies aan de Minister.

Die termijn wordt verlengd met vier maanden in geval van aanvragen in mededinging.

HOOFDSTUK II. — *Vormen waarin de opsporingsvergunningen worden verleend*

Art. 7. Binnen de maand na zijn ontvangst stuurt de Minister het volledige dossier met zijn verslag voor advies aan de Raad van State.

Art. 8. De Executieve beslist over de aanvragen om opsporingsvergunning binnen een termijn van acht maanden vanaf de sluiting van het onderzoek. Die termijn wordt verlengd met vier maanden in geval van aanvragen in mededinging.

Die termijn kan met een met redenen omklede beslissing van de Executieve één of meerdere malen met een bijkomende termijn van vier maanden worden verlengd.

Wanneer een aanvraag om opsporingsvergunning het voorwerp van aanvragen van mededingers is geweest, vermeldt de beslissing waarbij de opsporingsvergunning aan één van de aanvragers wordt verleend, tegelijk het verwerpen van de andere aanvragen op de oppervlakte die binnen de omtrek van die vergunning begrepen is.

Het besluit van de Executieve over de aanvraag om opsporingsvergunning moet met redenen worden omkleed.

Art. 9. De opsporingsvergunning legt haar titularis het volgende op :

- verplichtingen met betrekking tot het algemeen opsporingsprogramma en tot hun spreiding in de tijd;
- de aan te besteden minimum uitgaven en hun eventuele indexering.

De opsporingsvergunning bepaalt dat de begunstigde de mijnningénieur de volgende documenten moet verstrekken :

- binnen de maand na de toekenning van de vergunning, het programma van de werken voor het overige gedeelte van het lopende jaar;
- elk jaar voor 31 december, het programma van de werken van het volgend jaar;
- binnen het eerste kwartaal, het verslag over de tijdens het vorig jaar uitgevoerde werken.

De opsporingsvergunning verplicht de begunstigde wiens vergunning vervalt of om eender welke oorzaak ingetrokken wordt, binnen zes maanden de resultaten van de tijdens de duur van de vergunning uitgevoerde opsporingsaan de mijnningénieur mede te delen.

Art. 10. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende toekenning van de opsporingsvergunning wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Onmiddellijk na die bekendmaking stuurt de mijnningénieur een voor eensluidend verklaarde afschrift van het besluit van de Executieve en van de plannen aan de aanvragers.

TITEL III. — *Verlenging van opsporingsvergunningen*

Art. 11. De aanvraag om verlenging van een opsporingsvergunning krachtens artikel 8 van het decreet wordt volgens de in artikel 2 bepaalde modaliteiten, ten minste zes maanden voor het vervallen van die vergunning bij het bestuur ingediend. Zij vermeldt de duur van de aangevraagde verlenging.

Elk exemplaar gaat vergezeld :

1° van een gedetailleerd geschrift waarin de reeds uitgevoerde werken, hun resultaten en de krachtens voorafgaande verbintenissen reeds verrichte uitgaven worden vermeld, dat verduidelijkt in welke perken de in de oorspronkelijke aanvraag aangegeven doelen werden bereikt en dat, in voorkomend geval, de keuze van de omtrek(ken) die de titularis wenst bewaren, verantwoordt;

2° wanneer de aanvraag slechts betrekking heeft op een gedeelte van de oppervlakte van de vergunning, van een exemplaar van de in bovenvermeld artikel 3, 2°, voorgeschreven kaarten of plannen waarop de grenzen van de in punt 1° van onderhavig artikel bedoelde omtrek(ken) worden aangegeven;

3° van een algemeen programma van de werken die de aanvrager tijdens de aangevraagde verlenging van plan is uit te voeren, waarin hun spreiding in de tijd en het minimum geïndexeerde bedrag dat hij zich verplicht aan hun uitvoering te besteden, worden aangegeven;

4° van alle documenten tot rechtvaardiging van het technische en financiële vermogen van de aanvrager met het oog op de voortzetting van de aangevraagde verlenging voorziene werken.

Art. 12. Het bestuur schrijft de aanvraag onder haar datum in het in artikel 4 voorziene register over.

De mijningenieur onderzoekt of de aanvrager al zijn reglementaire en contractuele verplichtingen vervult. Zoniet deelt de mijningenieur de aanvrager de bezwaren mede die zijn aanvraag doet ontstaan en verleent hem een termijn van vijftien dagen om te antwoorden.

Uiterlijk twee maanden na ontvangst van de aanvraag stuurt het bestuur het dossier met het advies van de mijningenieur aan de Minister.

Art. 13. Binnen twee maanden stuurt de Minister het volledige dossier met zijn verslag voor advies aan de Raad van State. Wanneer de Minister echter vooraf van plan is de verlenging van de opsporingsvergunning te weigeren of de oppervlakte van de opsporingsvergunning te verminderen door het bepalen van een andere omtrek als die in de verlengingsaanvraag door de titularis aangegeven, moet de Minister de titularis daarvan in kennis stellen en hem een termijn van vijftien dagen toestaan om zijn opmerkingen in te dienen.

Art. 14. De Executieve beslist met een redenen omkleed besluit over de verlengingsaanvraag binnen een termijn van acht maanden met ingang van de ontvangst van de aanvraag door het bestuur. Het besluit van de Executieve wordt bekendgemaakt en betekend overeenkomstig artikel 10.

Wanneer op de vervalddag van de lopende geldigheidsduur geen uitspraak over de verlengingsaanvraag werd gedaan, wordt de titularis van de vergunning ertoe gemachtigd zijn werken binnen de grenzen van de omtrek(ken) waarop de verlengingsaanvraag betrekking heeft, voort te zetten totdat een beslissing wordt genomen.

TITEL IV. — *Uitbreiding van opsporingsvergunningen*

Art. 15. De opsporingsvergunningen kunnen tot nieuwe grenzen en nieuwe stoffen worden uitgebreid.

De aanvragen om uitbreiding van opsporingsvergunningen worden opgemaakt, ingediend en behandeld, de beslissing wordt genomen, betekend en bekendgemaakt overeenkomstig de voorschriften die van toepassing zijn inzake opsporingsvergunningen.

TITEL V. — *Afstand van opsporingsvergunningen*

Art. 16. De aanvraag om machtiging tot gehele of gedeeltelijk afstand van een opsporingsvergunning wordt gezamenlijk door de cedent en de cessionaris bij het bestuur ingediend in de vormen bepaald in artikel 2 en ten minste één jaar voor de vervalddag van de lopende periode van de vergunning waarop de aanvraag betrekking heeft. Die aanvraag moet binnen zes maanden na ondertekening van de akte van afstand worden ingediend.

De aanvraag wordt opgemaakt onder de in artikel 3, § 1, 1°, 4° en 5°, voorziene voorwaarden en gaat vergezeld van de in artikel 3, § 2, 1° en 4°, bedoelde documenten, alsmede van een voor eensluidend verklaard afschrift van de tussen de partijen gesloten « ne varietur » overeenkomst, die onder de opschortende voorwaarde van de administratieve vergunning moet worden gesloten.

Bij de aanvraag moet de cessionaris het algemeen programma voegen alsook het spreiden in de tijd van de werken die hij van plan is uit te voeren gedurende de overige geldigheidsduur van de vergunning, het minimum bedrag dat hij zich verplicht aan te wenden en dat geïndexeerd zal kunnen worden.

In geval van gedeeltelijke afstand moet de aanvraag de hoogtepunten en de grenzen van de omtrek verduidelijken waarop de afstand betrekking heeft en vergezeld gaan van de in artikel 3, § 2, 2°, bedoelde plannen waarop dezelfde aanwijzingen moeten worden overgebracht. De cedent moet bovendien de Executieve op de hoogte brengen van het programma van de werken die hij van plan is uit te voeren in het gedeelte dat hij tot het vervallen van de lopende geldigheidsduur van de betrokken vergunning bewaart, van en het minimum bedrag dat hij zich aan de uitvoering van die werken verplicht te besteden.

Art. 17. Het bestuur schrijft de aanvraag onder haar datum in het in artikel 4 voorziene register over.

Binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag stuurt het bestuur het dossier met het verslag van de mijningenieur aan de Minister.

Binnen de maand stuurt de Minister het volledig dossier met zijn verslag voor advies aan de Raad van State.

Art. 18. De Executieve beslist bij besluit binnen een termijn van acht maanden vanaf de ontvangst van de aanvraag door het bestuur.

Die termijn kan met een met redenen omkleed besluit van de Executieve één of meerdere malen met een bijkomende termijn van vier maanden worden verlengd.

De beslissing wordt overeenkomstig artikel 10 betekend en bekendgemaakt.

TITEL VI. — Fusie van opsporingsvergunningen

Art. 19. De aanvraag om vergunning tot fusie van opsporingsvergunningen wordt ingediend door de titularis van de te fusioneren vergunningen bij het bestuur ten minste één jaar voor de vervaldag van de lopende periode van de vergunningen waarop de aanvraag betrekking heeft en in de in artikel 2 bepaalde vormen.

De aanvraag wordt opgemaakt onder de in artikel 3, eerste lid, 1^o, 4^o en 5^o bepaalde voorwaarden en gaat vergezeld van de in artikel 3, tweede lid, 1^o en 4^o bedoelde documenten.

Art. 20. Het bestuur schrijft de aanvraag onder haar datum in het in artikel 4 voorziene register over.

Binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag stuurt het bestuur het dossier met het verslag van de mijningenieur aan de Minister.

De Executieve beslist bij een met redenen omkleed besluit binnen een termijn van vijf maanden vanaf de ontvangst van de aanvraag door het bestuur.

De beslissing wordt overeenkomstig artikel 10 betekend en bekendgemaakt.

TITEL VII. — Slotbepalingen

Art. 21. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 juli 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

F. 91 — 626

15 NOVEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon instaurant l'octroi de chèques-repas pour les membres du personnel des Services de l'Exécutif régional wallon, des Cabinets des Ministres de l'Exécutif régional wallon, et de certains organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment l'article 23;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969, pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 19, § 2, modifié par des arrêtés royaux ultérieurs;

Vu le protocole n° 35 du Comité de Secteur n° XVI du 5 juillet 1990;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'absence de possibilités de restauration à prix réduit pour les membres du personnel des Services de l'Exécutif régional wallon, des Cabinets des Ministres de l'Exécutif régional wallon, et de certains organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de la Région wallonne, nécessite que des mesures de remplacement soient prises sans délai;

Sur proposition du Ministre-Président, chargé de la Fonction publique régionale,

Arrête :

Article 1^{er}. Peut prétendre au bénéfice du chèque-repas tout membre du personnel qui preste ses services à quelque titre que de soit au sein d'un service, d'un cabinet ministériel, ou d'un organisme figurant dans l'énumération ci-après :

- 1^o Les Services de l'Exécutif régional wallon;
- 2^o Le Cabinet d'un Ministre de l'Exécutif régional wallon;
- 3^o L'Office communautaire et régional de l'emploi et de la formation professionnelle (FOREM), mais uniquement en ce qui concerne les membres du personnel relevant de la Région wallonne;
- 4^o La Société wallonne des distributions d'eau;
- 5^o Le Conseil économique et social de la Région wallonne;
- 6^o Le personnel régionalisé issu des organismes nationaux dissous suivants : Société nationale du Logement et Société nationale terrienne;
- 7^o L'Office de la Navigation;
- 8^o Le Port autonome de Namur;
- 9^o Le Port autonome de Charleroi;
- 10^o Le Port autonome de Liège.

Art. 2, § 1^{er}. Le Ministre de la Fonction publique régionale fixe les modalités d'octroi du chèque-repas pour les membres du personnel des Services de l'Exécutif régional wallon et des Cabinets des Ministres de l'Exécutif régional wallon.

§ 2. Les organismes d'intérêt public visés à l'article 1^{er}, 3^o, 4^o, 5^o, 8^o, 7^o et 8^o, fixent, chacun en ce qui le concerne, les modalités d'octroi du chèque-repas à leurs membres du personnel.